



▶ ALAN HOLLINGHURST, plongée dans la société britannique
▶ JEAN-FRANÇOIS BRAUNSTEIN et les philosophes Folamour
▶ MARY BEARD, les femmes et le pouvoir
▶ Amazon et les libraires

Loi de bioéthique : le dossier à hauts risques de Macron

▶ L'exécutif redoute que le débat sur l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes soit aussi agité que celui du mariage gay

▶ L'Élysée espère conforter l'aile gauche de la majorité; la droite et l'extrême droite y voient le moyen de mobiliser contre « la marchandisation des corps »

▶ Agnès Buzyn, la ministre de la santé, portera ce débat sensible au Parlement et souhaite qu'il ne soit pas « hystérisé »

PAGES 10-11 ET DÉBATS PAGES 20-21

ÉDITORIAL

LA NÉCESSAIRE RÉVISION DE LA LOI

PAGE 23

Guerre d'Algérie Des Maurice Audin par milliers

LA RECONNAISSANCE, le 13 septembre, de la responsabilité de l'État dans l'assassinat de Maurice Audin en Algérie et la promesse d'ouvrir les archives ont suscité un grand espoir parmi les victimes de l'histoire coloniale.

Le collectif des parties civiles pour le Rwanda espère qu'Emmanuel Macron reconnaîtra le rôle de la France auprès des génocidaires; la veuve du juge Borrel, tué à Djibouti, réclame justice, tout comme les descendants des tirailleurs exécutés dans le camp de Thiaroye, au Sénégal, en 1944. Les familles des milliers d'Algériens disparus souhaitent elles aussi que lumière soit faite.

PAGE 6

Planète

L'inquiétante disparition des zones humides

PAGE 8



Tiger Woods à l'entraînement, le 26 septembre.
ERIC FEFERBERG/AFP

DU BUSINESS SUR LE GREEN

▶ Près de 300 000 personnes sont attendues, à partir de vendredi, pour la Ryder Cup, dans les Yvelines

▶ Le golf et le monde des affaires ont toujours fait bon ménage, même si les patrons évitent de l'avouer

CAHIER ÉCO - PAGE 2

Société

A Beaune, le racisme en silence

Dans cette ville de Bourgogne, un soir de juillet, un fait divers, des coups de feu et des insultes ont révélé un malaise latent et l'existence de deux mondes séparés

PAGE 9

Syrie

A Deraa, le retour du régime policier

Dans le berceau de l'insurrection, les habitants vivent de nouveau sous la férule des services de sécurité

PAGE 2

Education

Comment revoir le système d'évaluation dans l'enseignement

PAGE 14

Royaume-Uni

Corbyn affirme vouloir tourner la page de l'austérité

CAHIER ÉCO - PAGE 3

Automobile

« Dr Z. », le patron de Daimler depuis treize ans, passe la main

CAHIER ÉCO - PAGE 5

Histoire

La plume inconnue de la V^e République

Jérôme Solal-Céligny a été l'un des rédacteurs de la Constitution. Les archives qu'il a laissées racontent comment ce texte fut écrit en un temps record

PAGE 15

Entretien

Philippe Jordan tire le bilan de dix ans à la tête de l'Opéra de Paris

Le chef d'orchestre suisse doit quitter en 2020 l'institution lyrique. Il décrit la philosophie qui l'a animé pendant ce long bail

PAGE 16

LE REGARD DE PLANTU



Chloé

TESS
en cuir de veau lisse et velours sepia

50, avenue MONTAIGNE, Paris 8^e
253, rue SAINT-HONORÉ, Paris 1^{er}
CHLOE.COM

Donald Trump isolé au Conseil de sécurité des Nations unies

Le président américain a fait face à un front uni entre l'Europe, la Russie et la Chine, prêtes à défendre l'accord sur le nucléaire iranien de 2015

NEW YORK - envoyé spécial

Une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies dirigée par Donald Trump : cela peut sembler incongru tant le président des Etats-Unis est coutumier des diatribes contre l'organisation et ne contrôle guère ses propos. En outre, de telles rencontres de chefs d'Etat pour un Conseil de sécurité sont exceptionnelles, même si elles n'ont aucune dimension décisionnelle et sont avant tout symboliques : la dernière en date remonte à 2014 avec Barack Obama sur la lutte contre la drogue et la précédente à 2009 et portait sur la lutte contre la prolifération nucléaire.

Mais les Etats-Unis président ce mois-ci le Conseil et M. Trump ne voulait pas manquer l'occasion de cette tribune, mercredi 26 septembre, pour revenir encore plus durement à la charge contre Téhéran au lendemain de son échange musclé avec son homologue iranien, Hassan Rohani lors de l'Assemblée générale des Nations unies. Avant de répéter ses récriminations dans une conférence de presse spectaculaire.

A l'origine, l'Iran devait être le seul thème à l'ordre du jour, mais Washington a finalement décidé d'évoquer plus largement la lutte contre la prolifération à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination des armes nucléaires. Dans le même temps, le locataire de la Maison Blanche a mis en cause Pékin, l'accusant d'interférer dans les élections de mi-mandat de novembre contre son administration. « Ils ne veulent pas que

je gagne, ou que nous gagnons, parce que je suis le premier président à défier la Chine sur les échanges » a-t-il lancé. Des allégations aussitôt rejetées par le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, affirmant que « la Chine a toujours respecté le principe de non-ingérence dans les affaires d'un pays ».

La question du nucléaire iranien restait néanmoins au cœur de l'intervention du dirigeant américain. Les mots étaient un peu moins virulents que la veille devant l'Assemblée générale, mais le fond, lui, était aussi dur. « Un régime avec de tels antécédents comme le régime iranien ne doit jamais avoir le droit de se doter de l'arme nucléaire » a martelé M. Trump, dénonçant à nouveau « l'accord horrible et déséquilibré [de juillet de 2015 mettant sous contrôle le programme de Téhéran] qui permet à l'Iran de continuer ses visées de fabrication de la bombe, qui lui permet de continuer à fomenter le chaos et à construire des missiles ».

« Pressions maximales »

Cinq mois après avoir dénoncé au grand dam de la communauté internationale ce texte signé par Téhéran et les « 5 + 1 » – les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne –, il a promis que les sanctions rétablies par Washington entreraient « pleinement » en vigueur début novembre. Elles seront bientôt suivies de nouvelles mesures punitives « plus dures que jamais, pour contrer l'ensemble du comportement malveillant de l'Iran », accusé de déstabiliser le Moyen-Orient. Menaçant il a mis en

Paris prône le dialogue avec Téhéran tout en comprenant les inquiétudes américaines

garde tous les pays qui continueront à commercer ou investir en Iran qu'ils « auront à subir des très lourdes conséquences ».

Face à lui tous les présents ont fait bloc pour défendre l'accord. Tout au long des échanges, Donald Trump est resté de marbre, sans répondre aux intervenants, comme l'exigent les règles du protocole. Le ministre des affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a évoqué le risque « d'une montée des tensions dans l'ensemble du Moyen-Orient » si le dispositif de 2015 n'est pas sauvé. Son homologue chinois Wang Yi a rappelé que « le texte avait été obtenu de haute lutte ». Les alliés de Washington au Conseil, à commencer par les membres permanents européens, le Royaume-Uni et la France, ont été sur la même ligne. La première ministre britannique, Theresa May, a ainsi souligné que l'accord « demeure le meilleur moyen d'empêcher l'Iran de développer une arme nucléaire ».

« Nous devons bâtir ensemble une stratégie de long terme pour la gestion de cette crise qui ne peut se réduire à une politique de sanctions et d'endiguement » a pour sa part insisté Emmanuel Macron rappe-

lant que les signataires de l'accord partageaient tous le même but : « Empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire et garantir par des contrôles internationaux la finalité pacifique de son programme. » D'où l'importance de le maintenir.

Paris prône le dialogue avec Téhéran tout en comprenant les inquiétudes américaines. D'où les propositions du président français réitérées à nouveau de compléter le texte avec de « nouvelles négociations sur l'encadrement du nucléaire iranien au-delà de 2025-2030 », sur les missiles balistiques de la République islamique et « sur la stabilité régionale ». Ces thèmes étaient au centre de sa rencontre dans la soirée du 25 septembre avec le président Rohani. Ce dernier, lors d'une rencontre avec des journalistes new-yorkais, a affirmé que « tant que l'accord sert nos intérêts, nous resterons dans ce pacte et que les membres qui restent partie prenante de l'accord ont pris de très bonnes mesures pour avancer même si l'Iran a des attentes plus élevées ».

Les « pressions maximales » américaines d'une part et le dialogue prôné par les Européens pourraient être complémentaires. « Si nous avions tous suivi le président Trump, nous aurions tous tort (...) Parce que nous serions tous sortis de l'accord et l'Iran aurait repris son activité nucléaire », a expliqué Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse. Ce couplage a-t-il reconnu « pourrait même accélérer le processus ». Et de souligner « vouloir tout faire pour que ce soit ce scénario-là qui l'emporte ». ■

MARC SEMO

Emmanuel Macron se pose en rassembleur de la finance climatique

Le président français a réuni un nouveau « One Planet Summit » à New York

NEW YORK, NATIONS UNIES - envoyés spéciaux

Le pied de nez n'était sans doute pas volontaire. Mais une trentaine de chefs d'Etat ou de gouvernement, des dirigeants d'entreprises et de grands philanthropes, se sont donné rendez-vous à l'invitation d'Emmanuel Macron, mercredi 26 septembre, au Plaza Hotel, un palace à quelques centaines de mètres de la Trump Tower et qui avait un temps appartenu à Donald Trump. Ils ont participé à la deuxième édition du One Planet Summit, l'initiative lancée en décembre 2017 par le président français (aidé des Nations unies et de la Banque mondiale) pour redonner du souffle à l'accord de Paris de 2015 ébranlé par la décision des Etats-Unis de s'en retirer.

« Cet accord était censé être mort à cause d'une seule décision, a lancé M. Macron en ouverture de ce sommet sur la finance climat, sans faire nommément référence à M. Trump, mais grâce à nos engagements, cela a pu être évité. »

A New York, le président français a reçu par l'agence des Nations unies pour l'environnement le titre de « champion de la Terre » qu'il partage avec le premier ministre indien Narendra Modi, pour saluer leur implication dans l'Alliance solaire internationale. M. Macron a également été distingué du titre de « champion du climat », remis par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Il s'est ainsi posé en gardien de l'accord conclu lors de la conférence climat de décembre 2015 (COP21) destiné à contenir le réchauffement sous le seuil des 2 °C.

« Rendre des comptes »

« Ces rassemblements sont exceptionnels. Mais il ne suffit plus de parler. Il faut rendre des comptes », a-t-il convenu devant un parterre de représentants de petites îles menacées par la montée des eaux, d'Etats africains confrontés à des sécheresses de plus en plus intenses et de nombreux pays européens. La Chine, premier émetteur mondial de gaz à effet de serre devant les Etats-Unis, était en revanche représentée par un simple délégué du ministère des affaires étrangères. Un niveau de participation inférieur à celui du premier One Planet Summit, à Paris.

A l'issue de ce sommet bouclé en deux heures trente, il restait pourtant difficile de faire la distinction entre les objectifs déjà annoncés et les nouvelles initiatives engagées. « Il faut qu'on prenne le temps de comparer les annonces. Pour l'instant, c'est trop flou », confiait un négociateur européen pourtant rodé à ce type d'exercice. Sur les douze grands engagements pris en décembre 2017, seuls trois semblaient sur la bonne voie pour

L'UE promet qu'un quart de son budget sera orienté vers des programmes répondant au défi climatique

se concrétiser en actions précises : l'aide aux Etats insulaires, l'engagement des banques de réorienter leurs flux financiers vers les activités décarbonées et la mobilisation des fonds souverains.

L'Union européenne, la France et la Nouvelle-Zélande ont annoncé un don de 20 millions de dollars (17 millions d'euros) pour protéger le Pacifique des changements climatiques, en guise de réponse à la demande du dirigeant français de « réaffecter un tiers de la finance mondiale vers de nouvelles actions climatiques ».

Michael Bloomberg, l'envoyé spécial des Nations unies sur le climat, veut créer un réseau à Wall Street afin de promouvoir une finance plus respectueuse. Mais c'est du côté des banques de développement que les annonces semblent les plus ambitieuses. L'IDFC, un club de 23 banques de développement, souhaite dorénavant octroyer un quart de ses prêts à des projets verts, soit 200 milliards de dollars.

L'Union européenne promet qu'un quart de son budget, sur l'exercice 2021-2027, sera orienté vers des programmes répondant au défi du réchauffement climatique. La Banque mondiale s'engage quant à elle à consacrer un milliard de dollars pour développer des batteries de stockage de l'énergie dans les pays en développement.

Un partenariat inédit devrait, par ailleurs, voir le jour début 2019 entre l'agence française de développement, le ministère de l'environnement allemand, les fondations Hewlett, Grantham et Ikea, et le plus gros gestionnaire d'actifs du monde, BlackRock. Présenté pendant le One Planet Summit new-yorkais, ce « partenariat climatique financier » prendra la forme d'un fonds d'investissement destiné à lever du capital auprès des acteurs comme les fonds de pension, assureurs, fonds souverains, etc. pour soutenir des projets d'infrastructures bas carbone dans les pays émergents.

M. Macron a annoncé enfin vouloir profiter de la présidence française du G7 en 2019 pour réunir à nouveau le « One Planet Club » à Biarritz, en août. D'ici là, un autre bilan d'étape pourrait intervenir au printemps au Kenya, précise l'entourage du chef de l'Etat. ■

MARIE BOURREAU
ET SIMON ROGER

Au Liban, Yammouneh et ses producteurs de cannabis se défient de l'Etat

Les habitants de la Bekaa jugent avec réserve les projets de dépénalisation à des fins médicales

REPORTAGE

YAMMOUNEH (VALLÉE DE LA BEKAA) - envoyée spéciale

De la terrasse ombragée d'Abou Issam, le village frondeur de Yammouneh se révèle, avec son lac artificiel bleu foncé, ses pompiers, et le toit des villas luxueuses au milieu des vieilles bâtisses. Et de part et d'autre de ce petit bourg de la Bekaa enserré par les montagnes, les vastes superficies dédiées à ses célèbres champs de cannabis. Aucune autorité n'est jamais parvenue à les éliminer durablement, ni par la force, ni par d'éphémères programmes de substitution. Issu d'une famille de cultivateurs, Abou Issam, sexagénaire élégant, revient régulièrement dans son village d'origine : « Sans l'argent du haschich envoyé par mon père, je n'aurais pas pu me faire une situation quand je suis parti pour Beyrouth. » Il avait alors 18 ans. C'était avant que la production de cannabis – et d'opium – ne connaisse ses années d'or dans la Bekaa, durant la guerre du Liban (1975-1990).

Désormais, il est question que la culture de cannabis – le Liban se classe parmi les cinq premiers producteurs mondiaux – puisse être légalisée à des fins médicales. Deux propositions de loi rivales (variété à cultiver, monopole d'Etat versus privatisation...) ont été déposées au Parlement. La

plus récente a été préparée par le bloc de Nabih Berri, le président de la Chambre des députés. C'est lui qui, en juillet, avait annoncé une possible légalisation. Il rebondissait sur les recommandations du cabinet de consultants américain McKinsey : l'exploitation par l'Etat de la production de cannabis thérapeutique pourrait renflouer une économie qui bat de l'aile. La dépénalisation de la consommation à usage récréatif n'est pas à l'ordre du jour.

« Pas d'alternative viable »

En cette fin du mois de septembre, la saison de la récolte a commencé à Yammouneh. Voilà plusieurs années que les forces de sécurité n'ont plus mené de campagne d'éradication des plants de cannabis dans la Bekaa, en partie pour éviter les tensions avec la population. « L'Etat n'a jamais su procurer d'alternative viable. Les villageois se sont souvent rebellés, parfois à l'arme lourde, contre les soldats chargés de détruire les champs », se souvient Abou Issam.

Dans le village, on se méfie des annonces, comme on se défie de l'Etat. Les promesses se concrétiseront-elles? Qu'y gagneront les cultivateurs? Ou bien, les intentions affichées par le chef du Parlement sont-elles purement opportunistes, visant à apaiser le ressentiment dans la Bekaa?, se demande-t-on tour à tour. Cette

région oubliée du pouvoir, multiconfessionnelle, à majorité chiite, est durement touchée par la crise économique. Avant l'été, vendetta entre clans armés et incidents sécuritaires s'y étaient multipliés, et des habitants avaient blâmé l'inertie de l'Etat.

Abou Issam reste discret, mais il connaît tous les secrets du village d'à peine 1500 habitants permanents, presque tous membres du clan des Chreïf : les fortunes bâties quand le haschich était à plus de 1000 dollars le kilo ou grâce au trafic, les garages aux rideaux de fer où le cannabis est transformé l'hiver avant d'être vendu.

Pour le président de la municipalité, Talal Chreïf, la priorité est qu'une amnistie soit adoptée « pour les cultivateurs de haschisch », qui constituent la majorité des agriculteurs de Yammouneh. Dealers et trafiquants de drogue sont dans le viseur de la justice ; les raids sécuritaires, quand ils sont menés, tournent fréquemment à l'affrontement.

« Le haschich est la seule culture assurant un retour sur investissement »

TALAL CHREIF
président de la municipalité

« Le haschich est la seule culture où le paysan est assuré d'un retour sur investissement », poursuit Talal Chreïf. Qui le contredirait, parmi les villageois assis autour de lui, au pied de sa demeure cosue? Un chœur unanime égrène gaiement les vertus de la Cannabis sativa, rustique, écologique, curative...

Sur sa terrasse, Abou Ali, un cultivateur de cannabis, fait ses calculs : avec quelques milliers de dollars par an de bénéfices, le haschich ne le rend pas riche, mais contribue à faire tourner la maison. A l'en croire, le cannabis libanais, riche en THC, a beau être parmi les plus prisés au monde, le marché est en berne : trop de production a fait chuter les prix. Une éventuelle légalisation à des fins médicales, selon Abou Ali, ne mettra pas fin au trafic.

Les habitants de Yammouneh sont intarissables pour dénoncer l'abandon de l'Etat dont ils se disent victimes. Le dispensaire ne fonctionne qu'une fois par semaine. L'école publique est jugée si médiocre que la plupart des enfants sont scolarisés en dehors du village. Les routes sont cahoteuses et, comme ailleurs dans le pays, l'électricité est intermittente. On sait que la relative autonomie du village, à l'inverse, pourrait prendre fin, si les propositions de loi aboutissent. Mais l'échéance paraît encore lointaine. ■

LAURE STEPHAN

RUSSIE Moscou rejette les informations suspect dans l'affaire Skripal

La Russie a rejeté, jeudi 27 septembre, les informations publiées par le site d'investigation Bellingcat, présentant l'un des deux hommes accusés d'avoir empoisonné l'ex-espion Sergueï Skripal, en mars, à Salisbury, comme un colonel du renseignement militaire russe. Selon Bellingcat, l'un des deux suspects, identifié par Londres comme « Ruslan Boshirov », est en réalité le colonel Anatoli Tchepiga. – (AFP)

INDE La Cour suprême dépénalise l'adultère

L'adultère n'est plus un délit, a jugé la haute cour indienne, jeudi 27 septembre. Une loi datant de l'époque coloniale britannique permettait d'infliger jusqu'à cinq ans de prison à tout homme ayant eu des relations sexuelles avec une femme mariée sans le consentement de son mari. Les femmes ne pouvaient pas porter plainte ni être jugées responsables. La Cour a estimé que cette loi privait les femmes de leur dignité et les traitait comme la propriété de leur époux. – (AFP)